

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80
Présents : 62
Pouvoirs : 04

CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 24 SEPTEMBRE 2019 A 20H00

Délibération CT2019/09/24-23– Noisy-le-Grand – ZAC des Bas Heurts – Octroi de la garantie de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est pour le remboursement d'un emprunt à souscrire par la SPL SOCAREN auprès de la BANQUE POSTALE

Rapporteur : Christian DEMUYNCK, 12^{ème} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : 18 septembre 2019

PRÉSIDENCE de Claude CAPILLON, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BODIN Roger, BONNEAU Alex, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CADORET Henri, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CISSE Mariam, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DE GALLIER DE SAINT-SAUVEUR Thibaud, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, EPINARD Serge, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GUILBERT Georges, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, METTEIL Magali, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PELISSIER André, RATEAU Chantal, REYGNAUD Marie-Françoise, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TESTA Richard, TORO Ludovic, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. AWAD-SHEHATA Stéphanie, BENTAHAR Abdelkader, BLUTEAU Jean-Michel, BOUCHER Martine (pouvoir à HELENON Joëlle), BOURICHA Fayçale (pouvoir à CISSE Mariam), DALLIER Philippe, FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, ITZKOVITCH Ivan, KLEIN Olivier (pouvoir à DELORMEAU Christine), MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à MAHEAS Jacques), MANTEL Aurélie, MAUPOUSSIN Stéphanie, PRUDHOMME Gérard, RICHARD Stéphanie, TAYEBI Samira, THIBAUT Magalie et VAVASSORI Patricia.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. Franck BARTH

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20190927-CT2019-09-24-23-
DE
Date de télétransmission : 27/09/2019
Date de réception préfecture : 27/09/2019

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2252-1 au L.2253-5 et D.1511-30 au D.1511-35,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-1, L.300-4 et L.300-5 et R311-5,

VU l'article 2298 du Code civil,

VU la délibération du Conseil Municipal de Noisy-le-Grand n°17/162-3 en date du 19 octobre 2017, approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Bas-Heurts,

VU la délibération du Conseil Municipal de Noisy-le-Grand n°17/162-4 en date du 19 octobre 2017, portant désignation de la SOCAREN comme aménageur de la ZAC des Bas Heurts,

VU la délibération du Conseil Municipal de Noisy-le-Grand n°17/162-5 en date du 19 octobre 2017, approuvant le traité de concession avec la société publique locale SOCAREN,

VU la délibération n°CM2017/12/08/04 de la Métropole du Grand Paris en date du 8 décembre 2017 portant sur la définition de l'intérêt Métropolitain en matière d'aménagement de l'espace Métropolitain et rendant d'intérêt territorial l'opération d'aménagement de la ZAC dite des « Bas Heurts » à Noisy-le-Grand et faisant de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est le nouveau pouvoir concédant de ladite opération,

VU la délibération n°CT2019/02/21-25 du Conseil de territoire de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est en date du 21 février 2019 approuvant le protocole tripartite entre l'Etablissement public territorial, la Ville de Noisy-le-Grand et la SPL SOCAREN,

VU la délibération n°CT2019/02/21-26 du Conseil de territoire de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est en date du 21 février 2019 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession entre l'Etablissement public territorial, la Ville de Noisy-le-Grand et la SPL SOCAREN,

VU le projet de contrat d'offre de financement à taux fixe entre la SPL SOCAREN et LA BANQUE POSTALE, ci-annexé,

CONSIDERANT que dans l'attente de l'encaissement des recettes issues de la commercialisation des programmes, la SPL SOCAREN devra faire face aux dépenses importantes liées à l'aménagement de la ZAC, ce qui rend nécessaire la recherche d'un financement relais,

CONSIDERANT que la SPL SOCAREN souhaite souscrire auprès de LA BANQUE POSTALE un emprunt d'un montant de 5 600 000 € pour financer les dépenses d'aménagement de l'opération,

CONSIDERANT que ce prêt est destiné à financer l'opération d'aménagement de la ZAC des Bas Heurts,

CONSIDERANT que la SPL SOCAREN sollicite l'octroi de la garantie d'emprunt de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est, à hauteur de 80 % pour le remboursement de ce prêt, conformément aux dispositions des articles L.2251-1 et 2 du Code général des collectivités territoriales et de l'article 19 du traité de concession de la ZAC des Bas Heurts,

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20190927-CT2019-09-24-23-
DE
Date de télétransmission : 27/09/2019
Date de réception préfecture : 27/09/2019

CONSIDERANT l'offre de financement d'un montant de 5 600 000 €, émise par LA BANQUE POSTALE et acceptée par la SPL SOCAREN pour les besoins de financement de l'opération d'aménagement de la ZAC des Bas Heurts dans le cadre de la concession d'aménagement, pour laquelle le cautionnement de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est est sollicité,

CONSIDERANT que les principales caractéristiques du contrat de prêt correspondant sont les suivantes :

- Objet du prêt : Opération « ZAC des Bas Heurts » ;
- Montant du prêt souscrit : 5 600 000 € ;
- Montant garanti par l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est : 4 480 000 € (80%) ;
- Maturité du prêt : 6 ans ;
- Différé d'amortissement : 36 mois de franchise de remboursement de capital ;
- Taux d'intérêt fixe de la proposition : 0.18% ;
- Remboursement : Trimestriel ;
- Frais de dossier : 2 800 €.

CONSIDERANT que l'octroi de la garantie aura pour conséquence un accroissement du montant des encours garantis par l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est, étant précisé que ceux-ci sont comptabilisés hors bilan.

CONSIDERANT que la garantie d'emprunt citée ci-dessus entraîne l'accroissement du montant des garanties de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est déjà octroyées.

Après en avoir délibéré,

- **66 votants ;**
- **3 votes contre.**

ACCORDE à la SPL SOCAREN une garantie d'emprunt à hauteur de 80% pour le remboursement de l'emprunt, d'un montant total de 5 600 000 €, à souscrire auprès de la BANQUE POSTALE, dans le cadre de l'aménagement de l'opération ZAC Bas Heurts.

Ledit contrat de prêt est joint en annexe de la présente délibération, et fait partie intégrante de celle-ci. Ce prêt est destiné à financer les dépenses liées à l'aménagement de la ZAC des Bas Heurts.

VALIDE les conditions du contrat de prêt, à savoir,

- Objet du prêt : Opération « ZAC des Bas Heurts » ;
 - Montant du prêt souscrit : 5 600 000 € ;
 - Montant garanti par l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est : 4 480 000 € (80%) ;
 - Maturité du prêt : 6 ans ;
 - Différé d'amortissement : 36 mois de franchise de remboursement de capital ;
 - Taux d'intérêt fixe de la proposition : 0.18% ;
 - Remboursement : Trimestriel ;
 - Frais de dossier : 2 800 €.
- En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par la SPL SOCAREN, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire à l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée. L'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Bénéficiaire s'adresse au préalable à la SPL SOCAREN défaillant ;

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20190927-CT2019-09-24-23-
DE
Date de télétransmission : 27/09/2019
Date de réception préfecture : 27/09/2019

- La garantie est conclue pour la durée du prêt augmentée d'un délai de trois mois ;
- L'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est s'engage selon les termes du traité de concession, à poursuivre l'exécution du contrat de prêt en cas d'expiration dudit traité si le contrat de prêt n'est pas soldé.

DECLARE :

- Que la garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.
- Que l'Etablissement public territorial reconnaît être conscient de la nature et de l'étendue de son engagement de caution, averti du risque de non remboursement du prêt par la SPL SOCAREN et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

DIT que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises par le Code Général des Collectivités Territoriales.

AUTORISE le Président à signer le contrat de prêt pour le compte de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est ainsi que tout document y afférent. La signature du contrat de prêt entraîne un accroissement du montant des garanties territoriales déjà octroyées.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 24/09/2019.

Affiché - Notifié le **27 SEP. 2019**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.



Le Président,

Claude CAPILLON

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20190927-CT2019-09-24-23-
DE
Date de télétransmission : 27/09/2019
Date de réception préfecture : 27/09/2019